



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Évolution de l'opération Barkhane

Question au Gouvernement n° 4135

Texte de la question

ÉVOLUTION DE L'OPÉRATION BARKHANE

M. le président. La parole est à M. Vincent Ledoux.

M. Vincent Ledoux. Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, le Président de la République l'a annoncé, le format de l'intervention militaire française au Mali va évoluer. Avant toute chose, je souhaite rendre hommage à nos militaires, notamment tous ceux qui sont morts au combat. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

Je souhaite également vous interroger sur cette évolution. Nous l'avons compris, nous allons passer du rôle incontesté d'intervenant exclusif à celui de partenaire, au même titre que nos alliés européens et américain. Nous allons aussi travailler autrement avec nos partenaires africains, afin de les impliquer davantage dans le suivi post-guerre. Et, selon l'annonce du Président de la République, nous allons faire évoluer notre aide publique au développement. Nous avons déjà eu l'occasion de travailler sur ce dernier point dans cette enceinte lors de l'examen du projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, que vous aviez défendu.

Comme l'a dit notre collègue Ferrara, la guerre contre le djihadisme continue. Elle doit être totale et ne pas être menée sur les seuls champs de bataille mais aussi bien à l'école qu'au travail, pour les jeunes Africains. Quand vous les interrogez, ceux-ci nous rappellent qu'ils sont là, qu'ils sont des richesses à la fois pour le continent africain et pour le monde, mais qu'ils sont également des proies faciles pour ceux qui voudraient leur vendre des théories djihadistes et les entraîner vers le mal.

Nous devons tout faire pour endiguer cette course vers le mal, car nous souhaitons aussi que les formes de gouvernance soient plus démocratiques. À cet égard, le président Chirac aimait à dire que « la démocratie ne s'exporte pas dans un fourgon blindé ». En effet, la démocratie s'apprend sur les bancs des écoles. Or aujourd'hui, au Burkina Faso, où 160 personnes, dont vingt enfants, ont récemment trouvé la mort, 3 000 écoles sont fermées. Au Mali, ce sont plus de 1 300 écoles et 150 000 enfants sont déscolarisés.

Quelle sera donc l'action de la France pour lancer un plan Marshall et accompagner ce que le Président de la République a qualifié de rupture dans l'aide publique au développement ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes Agir ens et LaREM et sur quelques bancs du groupe L.T.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. J'ai eu l'occasion de dire à Jean-Jacques Ferrara que notre décision vis-à-vis du Mali n'était ni une surprise, ni une rupture, mais une

transformation. Ce n'est pas une surprise car, dès le sommet de Pau début 2020, puis lors du sommet de Ndjamena en février 2021, le Président de la République et moi-même avons été amenés à évoquer avec nos partenaires du G5 Sahel, ainsi qu'avec ceux du golfe de Guinée, la nécessité de modifier notre posture, dans une triple dynamique de sahélsation, d'européanisation et d'internationalisation – je complète ici ma réponse à M. Ferrara –, tout en gardant évidemment pour objectif prioritaire la lutte contre le développement du terrorisme, en particulier par la force Takuba.

Cette stratégie ne va pas de soi.

M. Jean-Paul Lecoq. Enfin ! Depuis le temps que les communistes vous le disent !

M. Jean-Yves Le Drian, ministre . Vous avez raison, il nous faudra faire fonctionner ensemble les quatre piliers de la stratégie de Pau et de Ndjamena que sont la lutte contre le terrorisme, que nous maintenons ; le renforcement des capacités des forces africaines pour qu'elles soient en mesure d'assurer elles-mêmes la sécurité des États qu'elles défendent ; le renforcement urgent, que vous avez évoqué, du déploiement de l'État et des services publics dans les zones sous influence djihadistes – j'étais au Burkina Faso il y a deux jours, à la suite des drames qui s'y sont produits les jours précédents, et j'ai pu aborder cette question avec le président Kaboré – ; et le développement.

Il faut que les quatre piliers fonctionnent ensemble...

M. Jean-Paul Lecoq. Que de temps perdu !

M. Jean-Yves Le Drian, ministreet la priorité est celle du renforcement du sursaut territorial. Il faut rétablir les écoles, les hôpitaux, l'administration et la police dans les zones reprises aux forces djihadistes. Et cette priorité s'articule parfaitement avec l'action des forces armées. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et Dem.)*

Données clés

Auteur : [M. Vincent Ledoux](#)

Circonscription : Nord (10^e circonscription) - Agir ensemble

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4135

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 juin 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 juin 2021](#)